VIVA SALUD

RAPPORT ANNUEL 2024

viva salud

SAMEN STRIJDEN VOOR GEZONDHEID
ENSEMBLE, LUTTONS POUR LA SANTÉ

LE MOT DE LA DIRECTRICE

L'année 2024 a été une malheureuse continuité de 2023 : un génocide en cours à Gaza sous les yeux médusés du monde devant tant d'inertie au niveau politique ainsi qu'une guerre à l'Est de la RD Congo où la responsabilité de l'Union européenne fait tâche. Dans les deux situations, Viva Salud a pu être admirative du travail mené par ses organisations partenaires : AWDA à Gaza et Etoile du Sud à Goma. Leur travail de relais au sein des populations abandonnées à leur sort et leur prise en compte de l'humain les a propulsés au rang de héros. Ce qui nous a inspiré la campagne « Soigner et Résister » lancée à la fin de l'année 2024.

LA PUISSANCE DE NOS PARTENAIRES

Je me souviens avoir commencé l'année avec l'interview de Mohammed Salha, propulsé directeur de l'hôpital de Jabalia suite à l'arrestation (ou devrions-nous parler d'enlèvement tant la manière fut brutale et non fondée…) du Dr Ahmed Muhanna en décembre 2023. A la dernière question « *Qu'espérez-vous maintenant ?* », il y a eu un blanc. J'ai reformulé « *Il n'y a plus de place pour l'espoir ?* ».

" Oui, il y a toujours de la place pour l'espoir. Nous pouvons faire face à cette situation. Il faut encore plus de résilience, encore plus de coopération. Il faut que nous soyons forts. Il faut que nous restions ici. Tous ici ont perdu un frère, une soeur, un fils, une fille, un père, une mère, un ami. Mais nous continuons de nous répéter : l'espoir vit dans nos cœurs car il ne s'agit pas du nombre de vies que nous avons perdues, mais du nombre de vies que nous avons sauvées. Cela fait 140 jours que mes collègues n'ont pas pu revoir leur famille. Nous sommes en colère, nous avons faim. Nous nous levons à 3h30 du matin pour faire le briefing ensemble. Quand j'ai vu le désespoir dans leurs yeux, je me suis dit que nous pouvions chanter. Après le briefing, nous chantons donc tous ensemble jusqu'à ce que je les sente un peu remotivé·es. Nous resterons humains jusqu'au dernier souffle et, si nous mourrons, nous mourrons dignement et en paix sans ciller. "

De nombreux mois de génocide plus tard, Mohammed est toujours dans son hôpital en train de garder espoir et le Dr Muhanna est toujours détenu au secret quelque part. Toute l'équipe de Viva Salud trouve son énergie dans ce genre de témoignages.

> ***Dans un contexte d'apartheid et d'effondrement humanitaire, ils incarnent courage et résilience.***

2024 restera une année tragique pour le peuple palestinien : la plus meurtrière depuis 1948. À Gaza, des dizaines de milliers de vies ont été fauchées, parmi elles des milliers d'enfants, et le système de santé a été ciblé de manière délibérée. En Cisjordanie, l'occupation s'est renforcée, rendant l'accès aux soins de plus en plus difficile. Face à cette violence systémique, nos partenaires ont tenu bon : en maintenant des hôpitaux en activité, en formant les jeunes aux premiers secours, en documentant les crimes de guerre et en défendant le droit à la santé. Dans un contexte d'apartheid et d'effondrement humanitaire, ils incarnent courage et résilience. Viva Salud est fière de les accompagner dans cette lutte pour la vie, la dignité et la justice. À leurs côtés, nous refusons l'effacement d'un peuple.

L'année passée, la RD du Congo a connu une année marquée par la violence et la résistance. À l'Est, les conflits armés ont déplacé des millions de personnes et aggravé l'insécurité sanitaire, alimentaire et environnementale.

Les soignant·es et enseignant·es ont mené des grèves historiques pour défendre des conditions de travail dignes, malgré la répression.
Nos partenaires, Étoile du Sud et Si Jeunesse Savait, ont agi sans relâche : en sensibilisant les déplacé·es, en évaluant les politiques publiques, et en portant la voix des professionnel·les de santé face aux autorités. Ensemble, ils ont révélé l'ampleur des contaminations liées à l'exploitation minière et renforcé les mobilisations pour la justice sanitaire et environnementale. Viva Salud est fière de s'engager à leurs côtés, pour faire entendre les droits de celles et ceux qui soignent dans l'ombre de la guerre.

Aux Philippines, l'accès à la santé reste un privilège, et non un droit. Malgré la promesse d'une couverture sanitaire universelle, le système de santé public reste sous-financé, privatisé, et inaccessible pour des millions de personnes, surtout en milieu rural. Nos partenaires sur place tirent la sonnette d'alarme : alors que le pays consacre à peine 2,16 % de son PIB à la santé (près de 10 % en Belgique), les inégalités s'aggravent et les maladies évitables continuent de tuer. Face à cela, Viva Salud soutient des mouvements citoyens qui revendiquent un système de santé juste et universel. Nos partenaires mobilisent les soignant·es, dénoncent les politiques néolibérales, et défendent la liberté d'expression.

Dans un contexte de répression croissante et de rétrécissement de l'espace démocratique, ces luttes sont vitales. Ensemble, nous affirmons qu'une autre voie est possible. Celle des droits humains, de la dignité et de la solidarité.

> ***La solidarité internationale est un devoir collectif, fondé sur les droits humains, et non un acte de charité.***

La fin de l'année 2024 laissait déjà présager ce que le nouveau gouvernement Arizona allait annoncer comme coupes dans le budget de la coopération au développement. Viva Salud s'oppose fermement à ces mesures qui affaiblissent un pilier essentiel de la justice sociale mondiale. La solidarité internationale ne peut être réduite à une variable d'ajustement : elle est une réponse structurelle aux inégalités et un levier pour un développement durable.

L'objectif des 0,7 %, fixé par l'ONU, reste nécessaire pour réparer les déséquilibres hérités de la colonisation et des politiques économiques inéquitables.

Réduire les incitants fiscaux pour les dons est un signal négatif envers l'engagement citoyen. La solidarité internationale est un devoir collectif, fondé sur les droits humains, et non un acte de charité. Elle permet de renforcer les services publics, soutenir les luttes locales et construire des sociétés plus résilientes. Plus que jamais, notre action s'inscrit dans la défense d'un monde plus juste et solidaire.

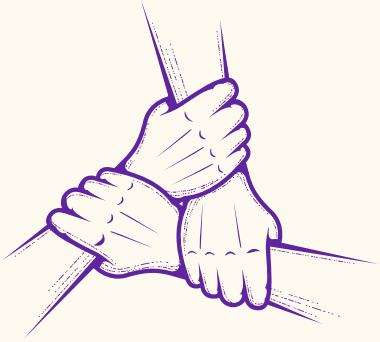
En Belgique, en RD Congo, en Palestine, aux Philippines et internationalement via le PHM, nous visons à renforcer des mouvements sociaux pour plus de justice sociale et de solidarité internationale. Ce que mes collègues et moi-même avons pu réaliser cette année 2024 avec nos partenaires vous est décrit dans les pages qui suivent. Cela n'aurait pas été possible sans le soutien de nos sympathisant·es. Que vous donniez de votre temps et/ou de votre argent, ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à représenter cette force nécessaire pour lutter pour le droit à la santé pour tous et toutes partout dans le monde. Merci pour votre soutien et votre intérêt.

Fanny Polet,
directrice de Viva Salud.

L'OBJECTIF FIXÉ PAR L'ONU DES
0.7%
DU PIB POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
EST NÉCESSAIRE

Dalhia, bénévole avec Viva Salud lors du festival ManiFiesta en septembre 2024.

QUI EST VIVA SALUD



NOTRE VISION, NOS VALEURS

La santé est un droit fondamental, mais elle est menacée dans le monde entier par la pauvreté, les inégalités, l'exploitation et la guerre. Les pays du Sud Global sont particulièrement touchés par ces réalités. Ce droit ne peut être garanti que si la politique et l'économie servent les intérêts du peuple, et non les profits d'une minorité riche. Aujourd'hui, le pouvoir économique et politique est souvent entre les mains de quelques-uns, ce qui creuse les inégalités. Pourtant, l'histoire nous montre que le changement est possible : des victoires pour les droits du peuple, y compris en matière de santé, ont déjà été remportées.

Nous rejetons le système impérialiste où les pays les plus puissants imposent leurs intérêts aux nations historiquement dominées. Nous voulons un monde où les nations, les communautés et les individus du Sud Global peuvent décider librement de leur avenir, sans ingérence extérieure. Pour garantir des politiques justes et adaptées aux besoins des populations, la souveraineté est essentielle. Cela signifie permettre aux peuples de contrôler leurs ressources et d'agir pour un développement qui leur ressemble. Enfin, des mouvements sociaux solides sont indispensables. Ils portent la voix des travailleur·euses, des soignant·es, des paysan·nes et des personnes en situation précaire. Ensemble, ils peuvent remettre en question les déséquilibres de pouvoir et contribuer à bâtir un système plus juste grâce à la mobilisation collective.

Viva Salud est une ONG belge convaincue que chaque individu et chaque communauté a droit à la santé. C'est pourquoi nous soutenons la lutte pour le droit à la santé en Belgique, en Europe et dans les pays du Sud Global, tout en défendant l'espace démocratique pour permettre aux mouvements sociaux de continuer à remplir leur rôle absolument indispensable.

ENSEMBLE, POUR LE DROIT À LA SANTÉ

Nous dénonçons les politiques en Europe et en Belgique qui ont un impact néfaste au sein de nos pays partenaires. Aux Philippines, en Palestine, en République démocratique du Congo et ailleurs via le People's Health Movement (PHM), nous facilitons les échanges entre nos partenaires et nous nous renforçons mutuellement. Nous apportons également un soutien financier à nos partenaires grâce aux subventions et aux dons que nous récoltons en Belgique. De plus, nous appuyons leur lutte à travers nos activités en Belgique et notre travail de réseau au niveau belge et international, tel que le PHM.

JUSTICE SOCIALE

Nous défendons un monde socialement juste, où chacun a un accès égal à la satisfaction des besoins fondamentaux et où les droits humains de toutes et tous sont respectés. Nous nous concentrons sur les facteurs sociaux, économiques et politiques qui affectent la santé des peuples exploités et opprimés. Ainsi, avec Viva Salud, nous nous impliquons dans l'accessibilité des soins de santé, mais nous prêtons également attention à tous les déterminants sociaux associés, tels que le logement, le travail et l'environnement de vie.

LA SOLIDARITÉ

Nous le faisons avec les organisations dans nos pays partenaires qui s'attaquent aux causes des problèmes sanitaires. En Belgique, nous organisons des formations et des campagnes, nous mobilisons nos sympathisant·es et nous participons au mouvement mondial pour le droit à la santé. Ensemble, nous sommes plus forts pour peser sur les choix politiques.

LE MILITANTISME

En tant qu'organisation sociale militante, nous soutenons et renforçons les organisations sociales qui luttent pour un véritable changement sociétal en faveur du droit à la santé, de la justice sociale et de la solidarité internationale.

LA SOUVERAINETÉ

En tant qu'organisation sociale militante, nous soutenons et renforçons les organisations sociales qui luttent pour un véritable changement sociétal en faveur du droit à la santé, de la justice sociale et de la solidarité internationale.

Viva Salud Chaussée de Haecht, 53. 1210 Bruxelles. Tél : 02 209 23 65
E-mail : info@vivasalud.be
CCP BE17 5230 8138 7321
Non assujetti à la TVA RPM Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles

Directrice : Fanny Polet
Président : Marc Botenga
Administrateur·rices : Wim De Ceukelaire , Isabelle Vanbrabant, Anuschka Mahieu et Micheline Bruyninckx.

Imprimerie : Drukkerij Gazelle NV
Mise en page : Camille Quentel
Adresse de l'expéditeur : Chaussée de Haecht, 53 1210 Bruxelles.
Éditrice responsable : Fanny Polet

SUIVEZ-NOUS !

VIVA SALUD BELGIQUE

VIVA SALUD BE

NEWSLETTER MENSUELLE

Viva Salud est membre de l'Association pour une Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez un droit à l'information. Cela signifie que les donateurs et donatrices, les bénévoles et les membres du personnel sont informé·es au moins une fois par an de ce qui a été fait avec les fonds récoltés.

Ethique, transparence, bonne gouvernance
Votre don, notre engagement
recoltedefonds-ethique.be

NOS PARTENAIRES

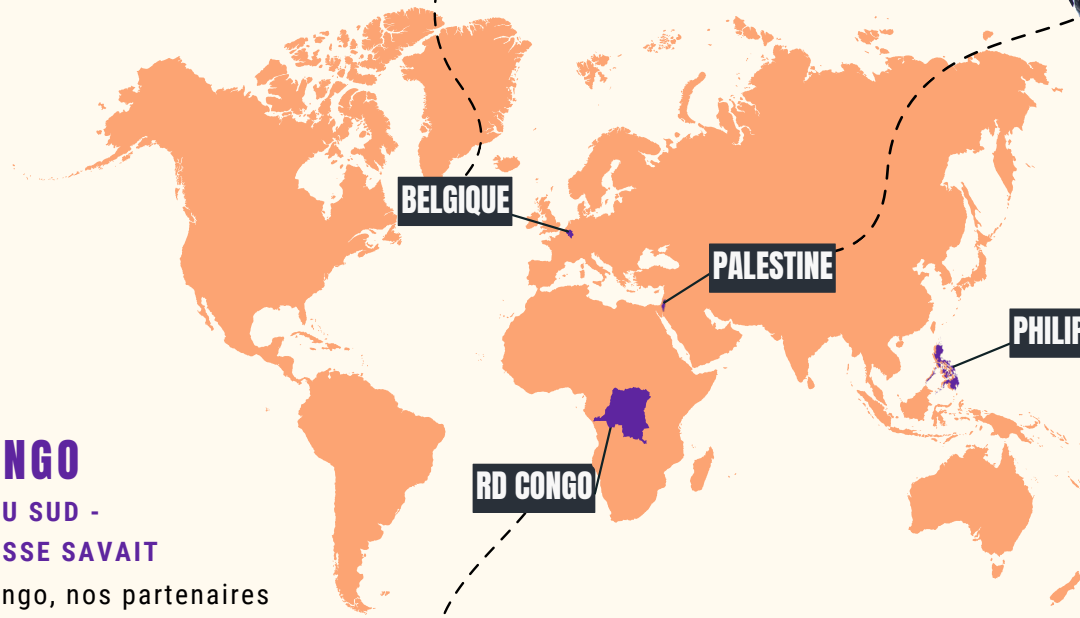
BELGIQUE

Avec des organisations sociales belges, telles que les syndicats ou d'autres ONG du secteur, nous organisons des actions et des campagnes en vue d'un changement social et politique en faveur du droit à la santé. Que ce soit en Belgique mais également en tant que membre du People's Health Movement - un réseau mondial pour le droit à la santé - nous travaillons, avec l'aide de 137 bénévoles en 2024, à la réalisation de nos objectifs.

PALESTINE

AWDA - BISAN - HEALTH WORK COMMITTEES

En Palestine, les mouvements sociaux jouent un rôle crucial dans le cadre de la souveraineté nationale. Nos partenaires sur place gèrent des centres de santé communautaires, forment les communautés et notamment les jeunes au droit à la santé. Ils font du travail de recherche sur l'impact de l'occupation sur la santé et du plaidoyer tant au niveau local qu'international.



RD CONGO

ETOILE DU SUD - SI JEUNESSE SAVAIT

En RD Congo, nos partenaires façonnent des projets citoyens, conscientisent la population, mènent des enquêtes. Elles interpellent les autorités et sensibilisent à grande échelle sur la qualité et l'accès au système de santé, mais aussi sur la diversité de genre et une meilleure prise en compte des besoins de la population.

PHILIPPINES

KARAPATAN - GABRIELA - COUNCIL FOR HEALTH AND DEVELOPMENT - IBON

Aux Philippines, nos partenaires produisent un travail de campagne et de plaidoyer pour un système de santé public fort, pour les droits des femmes et des conditions de travail plus saines. Elles dénoncent également les attaques à l'encontre des organisations sociales et font entendre leurs voix jusqu'aux Nations Unies.

Les 20 km de Bruxelles est un événement annuel important pour Viva Salud. Plus du 14.000€ ont été récolté par notre équipe à cette occasion.

PARTICIPATION À LA 5ÈME ÉDITION DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE LA SANTÉ (PHA5)

Un rassemblement mondial pour la santé

Le People's Health Movement (PHM) organise environ tous les cinq ans l'Assemblée Populaire de la Santé (PHA). Cet événement rassemble des mouvements sociaux progressistes, des organisations de la société civile, des universitaires, des militant·es de la santé, des professionnel·les de santé et des étudiant·es du monde entier. L'objectif est de partager les expériences, développer des stratégies communes et planifier des actions pour garantir la santé pour toutes et tous.

Mar del Plata 2024 : Une mobilisation internationale

Du 7 au 11 avril 2024, nous nous sommes retrouvés à Mar del Plata, en Argentine, avec plus de 600 militant·es venu·es de 62 pays pour cette 5e édition de la PHA. Viva Salud était représentée par plusieurs collègues de Bruxelles, accompagné·es de représentant·es de chacune de nos organisations partenaires en RD Congo et aux Philippines. Malheureusement, nos partenaires palestiniens n'ont pas pu se joindre physiquement à nous en raison des restrictions de voyage imposées par Israël. Ils ont participé en ligne quand cela était possible, et la solidarité envers le peuple palestinien a constitué un fil conducteur tout au long de la PHA5.

Des débats cruciaux sur le droit à la santé

Au cours de la PHA5, le PHM a analysé et dénoncé les violations des droits humains et du droit international humanitaire dans les récentes attaques contre le droit à la santé, particulièrement dans les contextes de guerre, de génocide, de migration forcée et de crises dans différentes parties du monde. Le mouvement s'est engagé à agir en tant que mouvement mondial pour la santé.

De nombreux débats enrichissants, sessions d'échange, témoignages et documentaires ont été partagés. Viva Salud a organisé, avec ses partenaires, une session sur la santé et l'impérialisme. Nos partenaires de la RD Congo, des Philippines et de Palestine ont également témoigné dans différents débats. À la fin de l'Assemblée, un appel à l'action a été élaboré pour servir de guide aux actions du mouvement dans les années à venir.

Renforcement des partenariats à Buenos Aires

Après la PHA5, nous avons profité de la présence de tous nos partenaires et de l'équipe Viva Salud sur le même continent pour organiser une rencontre de trois jours à Buenos Aires.

Les partenaires ont partagé leurs activités et campagnes de la période écoulée, explorant ensemble les possibilités de collaboration futures. Nous avons abordé des sujets essentiels tels que :

- Le rétrécissement de l'espace démocratique
- Le plaidoyer international
- Notre politique de partenariat

Ensemble, nous avons réfléchi à l'avenir et posé les bases d'objectifs stratégiques pour les dix prochaines années.

Au-delà des échanges de fond, nous avons consacré du temps à des moments plus informels. Nous avons exploré le centre de Buenos Aires et visité notamment la "Plaza de Mayo", ce lieu emblématique où les mères de victimes de disparitions sous le régime militaire argentin manifestent silencieusement chaque jeudi depuis 1976, et ce jusqu'à aujourd'hui.

Chaque soir, un pays organisait une activité spécifique : quiz belge, jeu animé philippin ou véritable initiation à la danse autour de l'histoire de la rumba congolaise. Nous avons quitté l'Argentine après une semaine particulièrement intense et enrichissante, rempli·es d'une nouvelle énergie, d'inspiration et de détermination pour continuer ensemble notre combat pour un monde plus juste où le droit à la santé soit garanti pour toutes et tous !

Matilde, responsable de l'équipe politique et campagne chez Viva Salud, lors du vernissage de l'exposition Soigner et Résister à Gaza, développée avec notre partenaire AWDA.

À Gaza, notre partenaire AWDA développe aussi des activités psycho-sociales auprès des jeunes et des enfants.

NOS ENGAGEMENTS EN BELGIQUE

CAMPAGNE PRENONS SOIN DES SOIGNANT·ES

Une crise mondiale au cœur de nos préoccupations

Lancée en 2023 et poursuivie en 2024, notre campagne "Prenons soin des soignant·es" a continué de mettre en lumière la crise mondiale des systèmes de santé. L'Organisation mondiale de la santé prévoit un déficit alarmant de 30 millions de professionnel·les de santé d'ici 2030. Cette campagne appelle au renforcement des systèmes de santé publics et à l'amélioration des conditions de travail des soignant·es, tant dans les pays du Nord que du Sud, tout en dénonçant l'impact négatif de la privatisation sur les droits des professionnel·les et des patient·es.

Échanges internationaux et témoignages

Deux visites marquantes ont enrichi notre campagne en 2024. En mars, nous avons accueilli Evia de notre organisation partenaire Si Jeunesse Savait en RD Congo. Son séjour a été ponctué par des rencontres avec des organisations belges, une intervention lors du spectacle "Urgence" organisé par Viva Salud au théâtre des Riches-Claires de Bruxelles, une intervention sur le secteur pharmaceutique public et un témoignage marquant lors de la manifestation pour la Journée internationale des femmes à Bruxelles.

En septembre, Kat du Council for Health and Development des Philippines s'est rendue à Bruxelles. Elle a participé au débat sur la crise mondiale du personnel soignant lors du festival ManiFiesta, partagé le contexte politique de son pays lors d'un webinaire en collaboration avec l'ICHRP, et rencontré divers acteur·ices belges du secteur de la santé.

Mobilisation citoyenne et plaidoyer

Les badges de campagne accompagnés du message "Attention : les soignant·es sont épuisé·es" ont constitué un outil de sensibilisation efficace, distribués lors de manifestations syndicales, au festival ManiFiesta et lors du spectacle "Urgence". Ces supports renforcent la solidarité entre citoyen·nes et professionnel·es de santé en expliquant la pénurie mondiale de soignant·es. De plus, en amont des élections fédérales de juin 2024, nous avons publié avec nos partenaires FOS, SolSoc, Solidaris, CM, WSM, Congodorpen et Memisa un mémorandum contenant des recommandations sur les soins de santé et la solidarité internationale.

Notre rôle de co-organisateur d'une conférence internationale à Bruxelles sur la pénurie mondiale de professionnel·les de santé a marqué un temps fort de la campagne. Cet événement a rassemblé expert·es, militant·es et soignant·es de plusieurs pays européens pour partager expériences et stratégies communes. "Prenons soin des soignant·es" dépasse le cadre d'une campagne : c'est un appel permanent à construire des systèmes de santé justes et solidaires, partout dans le monde.

CAMPAGNE DE LIBERATION POUR LE DOCTEUR MUHANNA

Le 18 décembre 2023, le directeur d'hôpital Ahmed Muhanna de notre partenaire AWDA a été enlevé avec 4 collègues par l'armée israélienne, alors qu'il travaillait à l'hôpital Al-Awda à Jabalia, dans le nord de Gaza. Ahmed Muhanna est alors une voix reconnue internationalement qui dénonce les attaques israéliennes contre le système de santé à Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Dans les semaines précédant son enlèvement, il a décrit à plusieurs reprises et en détail la situation terrible à l'hôpital. Dans son dernier message audio, un jour avant d'être enlevé par les soldats israéliens, il a dit : "*Personne ne peut se déplacer dans l'hôpital à cause des tireurs d'élite [israéliens]. La situation à l'hôpital est terrible. Nous avons 38 patient·es, dont certain·es ne peuvent pas recevoir de médicaments. Nous n'avons pas d'oxygène et très peu de carburant pour un petit générateur. Nous avons de la nourriture pour deux à trois jours tout au plus. La situation est critique.*"

Pour dénoncer cette grave violation du droit international et exiger une action de nos décideur·euses politiques, nous avons publié le 29 février 2024 une lettre ouverte dans MO*, co-signée par 18 organisations de la société civile, dont 11.11.11 et Broederlijk Delen. En lien avec cette lettre ouverte, nous avons lancé avec la plateforme de pétition en ligne We Move Europe une pétition européenne exigeant la libération du docteur Muhanna. Nous avons recueilli plus de 75 000 signatures et avons tenté de remettre la pétition à notre ministre des Affaires étrangères de l'époque, madame Hadja Lahbib, mais nos demandes de rendez-vous n'ont pas abouti.

> *"Personne ne peut se déplacer dans l'hôpital à cause des tireurs d'élite [israéliens]. La situation à l'hôpital est terrible. Nous avons 38 patient·es, dont certain·es ne peuvent pas recevoir de médicaments. Nous n'avons pas d'oxygène et très peu de carburant pour un petit générateur. Nous avons de la nourriture pour deux à trois jours tout au plus. La situation est critique."*
>
> **Ahmed Muhanna,**
> Directeur de l'hôpital Al-Awda de Jabalia

A l'aide de matériel médical tâché de sang symbolisant la destruction de l'infrastructure sanitaire à Gaza et des photos et noms des soignant·es enlevé·es et tué·es à Gaza, nous avons organisé le 4 juin 2024 une action de sensibilisation publique sur la place Albertine à Bruxelles. Au moment de l'action, AWDA était assiégée par l'armée israélienne pour la deuxième fois. De nombreuses personnes sont venues exprimer leur soutien et ont appelé le gouvernement belge à agir.

À l'automne, nous avons développé et lancé notre nouvelle campagne « Soigner et résister ». Avec cette campagne, nous ne voulons pas seulement montrer la résilience des travailleur·euses de la santé palestinien·nes, nous voulons que les politicien·nes prennent des mesures concrètes pour mieux protéger le personnel soignant et le peuple palestinien.

En collaboration avec AWDA, nous avons développé une exposition de photos présentant des images et des histoires documentées par les volontaires de AWDA depuis le début du génocide. En décembre, nous avons organisé un vernissage pour célébrer l'ouverture officielle de l'exposition, en présence de nombreuses personnes de la société civile belge. Actuellement, l'exposition est louée à des organisations souhaitant sensibiliser sur le thème du génocide palestinien.

En parallèle, nous avons publié le livre de photos « Soigner et Résister à Gaza », basé sur l'exposition de photos. Ce livre compile les principales photos et histoires d'AWDA et est vendu par nos soins dans le but de soutenir financièrement notre travail en Palestine.

Manifestation pour la Palestine du 19 mai 2025, à Bruxelles.
La pétition Free Ahmed Muhanna a dépassé les 75.000 signatures.

this was NEVER
about hostages
STOP the wipe out
STOP GENOCIDE

PROCES CONTRE LA BNP : VERDICT NEGATIF POUR UNE LUTTE POSITIVE

En octobre 2024, nous avons affronté la BNP Paribas Fortis en justice. Pourquoi ? Après 47 ans sans incident, elle a décidé en mars 2022 de fermer nos comptes sans explication, causant des pertes importantes : ordres permanents annulés, gestion administrative compliquée et atteinte à notre réputation. Cela a donc représenté un impact énorme sur notre travail quotidien et par rapport à la solidarité concrète avec la Palestine, la RDC et les Philippines. En réponse, nous avons porté plainte, soutenus par une large vague de solidarité.

Ce cas n'est pas isolé. De plus en plus d'associations subissent des abus bancaires sous prétexte de « de-risking » pour prévenir le blanchiment d'argent ou le terrorisme. Nous suspectons d'autres motivations : nos campagnes dénonçant, par exemple, le financement de colonies illégales en Palestine par la BNP Paribas Fortis pourraient avoir joué un rôle.

Lors de l'audience du 10 octobre 2024, nous avons défendu deux points :

1. Abus de droit : la rupture de contrat, bien que légale, a causé des dégâts disproportionnés.
2. Discrimination : la décision de fermeture est survenue peu après notre engagement dans une campagne critique envers la BNP Paris Fortis.

Le tribunal a rejeté nos demandes. Il a estimé que l'abus ne portait que sur les modalités de fin de contrat, et que nous n'avions pas suffisamment prouvé la discrimination.

BNP Paribas a frappé notre travail de plein fouet avec sa décision unilatérale et soudaine et ne nous a pas laissé le temps d'ajuster notre travail en conséquence. Nous sommes fièr·es de notre équipe qui a tout mis en œuvre pour minimiser l'impact sur nos partenaires.

Malgré la réaffirmation du pouvoir des grandes banques, nous retenons la solidarité exceptionnelle de nos sympathisant·es et de la société civile. Nous continuerons de dénoncer ces pratiques arbitraires et injustes. Merci à celles et ceux qui nous ont soutenu·es !

La BNP a décidé en mars 2022 de fermer nos comptes sans explication, causant des pertes importantes: ordres permanents annulés, gestion administrative compliquée et atteinte à notre réputation.

Fanny Polet,
Directrice de Viva Salud

PHILIPPINES

AVEC NOS PARTENAIRES

CONTEXTE DU PAYS EN 2024

PHILIPPINES

Le système de santé public philippin connaît une crise chronique liée aux politiques néolibérales de privatisation et de commercialisation engendrées par le gouvernement.

La majeure partie de la population n'a pas accès aux services de santé essentiels en raison d'une pénurie d'établissements de santé et de personnel soignant, particulièrement dans les zones rurales. Les hôpitaux privés sont bien plus nombreux que les hôpitaux publics, et ces derniers disposent souvent d'équipements obsolètes. Pour la plupart des laboratoires d'analyse médicale, il faut se rendre dans des centres privés, ce qui est trop coûteux pour beaucoup de monde.

En 2019, le gouvernement a mis en place une loi dite de "Couverture sanitaire universelle". Malgré son nom prometteur, cette loi n'a pas vraiment résolu les problèmes. Elle s'appuie principalement sur un système d'assurance maladie (PhilHealth) qui, bien qu'il couvre davantage de personnes sur le papier, laisse toujours une grande partie des frais médicaux à la charge des patient·es.

Le résultat ? Les maladies évitables comme les problèmes cardiaques, les infections respiratoires et les AVC restent les principales causes de décès dans le pays. Plus inquiétant encore : près de la moitié des décès surviennent sans aucune assistance médicale. L'amélioration de l'accès aux soins de santé primaires pourrait aider à réduire ces maladies évitables.

Face à cette situation, les partenaires de Viva Salud agissent concrètement. Ils militent pour que le budget de la santé aux Philippines soit augmenté à 5% du PIB du pays (il était de 2.16% du PIB en 2023 contre 10.9% du PIB en Belgique).

Cette augmentation permettrait :

- d'améliorer concrètement l'accès aux soins pour toutes et tous aux Philippines;
- d'offrir de meilleurs salaires et conditions de travail aux professionnel·les de santé;
- de limiter l'exode des soignant·es qui partent travailler à l'étranger faute de conditions décentes.

Récemment, nos partenaires se sont mobilisés contre une proposition de réduction du budget de la santé pour 2025. Ils s'inquiètent de voir le gouvernement privilégier les dépenses militaires et les grands projets d'infrastructure (souvent entachés de corruption) au détriment de la santé de la population.

DROITS HUMAINS : UNE SITUATION PRÉOCCUPANTE

Le président Marcos Jr. est au pouvoir depuis deux ans, mais la situation des droits humains aux Philippines ne s'est pas améliorée. Bien qu'il prétende être plus attaché aux droits humains que son prédécesseur Duterte, il n'a pas mis fin aux politiques répressives et les a même poursuivies.

La situation est particulièrement alarmante pour les défenseurs et défenseuses des droits humains, qui font face à :

- des arrestations arbitraires et des disparitions en hausse;
- des accusations de liens avec le terrorisme sans preuves (pratique appelée "red-tagging");
- des poursuites judiciaires et du harcèlement basés sur des preuves fabriquées.

Des organisations internationales de défense des droits humains ont sonné l'alarme : le gouvernement utilise les lois anti-terrorisme et anti-blanchiment d'argent pour cibler les défenseuses et défenseurs des droits humains, les travailleur·euses humanitaires et les organisations de la société civile.

Suite à la mobilisation des mouvements sociaux, le Congrès philippin a ouvert une enquête en août 2024 sur l'administration Duterte sur de possibles liens entre trafics de drogue, exécutions extrajudiciaires et violations des droits humains. Un événement qui met fin à l'impunité et ouvre à plus de transparence. Par ailleurs, les familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires et les organisations de la société civile, parmi lesquelles nos partenaires, ont publiquement demandé au président Marcos Jr. de coopérer avec la Cour pénale internationale.

EN CHIFFRES

970 MENTIONS DANS LES MÉDIAS DES CAMPAGNES ET ACTIVITÉS DE NOS PARTENAIRES SUR LE DROIT À LA SANTÉ.

4772 PERSONNES ET 312 ORGANISATIONS ONT PARTICIPÉ À DES CAMPAGNES APPELANT À UN SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIC PLUS FORT.

1 789 EMPLOYÉ·ES (USINES, CENTRES D'APPELS, HÔPITAUX, AGENTS DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES) ONT PARTICIPÉ AUX CAMPAGNES DE NOS PARTENAIRES.

50 PÉTITIONS ONT ÉTÉ LANCÉES PAR DES SYNDICATS DEMANDANT LA PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES, LA DISCRIMINATION ET LE HARCÈLEMENT.

4293 PERSONNES ET 134 ORGANISATIONS ONT PARTICIPÉ À DES CAMPAGNES CONTRE LES ATTEINTES PORTÉES AUX ORGANISATIONS DE DÉFENSE POUR LE DROIT À LA SANTÉ.

239 INTERACTIONS AVEC DES ALLIÉS INTERNATIONAUX, DES ORGANISMES ET DES AGENCES SUR LES QUESTIONS D'ESPACE DÉMOCRATIQUE POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE DÉFENSE DU DROIT À LA SANTÉ.

GABRIELA SANTÉ ET DROITS DES FEMMES TRAVAILLEUSES

L'organisation GABRIELA, à travers son Mouvement des Travailleuses (KMK), a créé un nouveau réseau baptisé "Réseau des Travailleuses pour la Santé et l'Autonomisation" (WHEN). Ce réseau a un double objectif :

- Créer des environnements de travail plus sains et plus sûrs pour les femmes;
- Renforcer la capacité des femmes à défendre leur droit à la santé.

La campagne phare de WHEN, "Stronger Together than Cancer", vise - entre autres - à sensibiliser au cancer du col de l'utérus, éliminer la stigmatisation autour de cette maladie et pousser les entreprises à mettre en place des politiques de prévention du cancer.
WHEN mène également une campagne d'information sur la Convention n°190 de l'Organisation Internationale du Travail, ratifiée par le gouvernement philippin. Cette convention vise à éliminer la violence basée sur le genre au travail.
Sur le terrain, WHEN a noué des partenariats avec le ministère de la Santé et plusieurs municipalités de la région de Manille. Ces partenariats ont permis l'organisation de campagnes de sensibilisation et le développement d'une offre à grande échelle de tests gratuits de dépistage du cancer du col de l'utérus.

COUNCIL FOR HEALTH AND DEVELOPMENT MOBILISATION DES SOIGNANT-ES

En février, le Council for Health and Development (CHD) a coordonné une mobilisation nationale des professionnel·les de santé de différents hôpitaux et des agents de santé communautaires. Parmi leurs revendications : augmentation des salaires, meilleures conditions de travail et le versement de l'Allocation d'Urgence Sanitaire, une prime promise pour chaque mois travaillé pendant la pandémie de COVID-19, mais jamais versée.

Cette journée de protestation, baptisée "Journée des Cœurs Noirs" (organisée le jour de la Saint-Valentin), symbolisait la frustration des soignant·es face à l'administration Marcos. Celle-ci continuant de refuser les salaires décents et le versement des primes promises et encourageant les contrats précaires. Cette mobilisation a persisté et a fini par obtenir des résultats concrets :

- En mai, un sénateur proposait une loi pour augmenter les salaires des infirmières;
- En juillet, le président Marcos Jr. a ordonné le déblocage immédiat de l'Allocation d'Urgence Sanitaire;
- En août, le gouvernement a commencé à distribuer cette allocation.

KARAPATAN DÉFENSE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Karapatan a dirigé le lancement de la campagne #FightToExpress en prévision de la visite de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la liberté d'expression et d'opinion, Irene Khan, en janvier 2024. La campagne visait à mettre en lumière les violations continues des droits humains sous l'administration du président Marcos Jr.

Au moins 36 organisations ont soumis des rapports à la Rapporteuse spéciale, détaillant des incidents de violations de la liberté d'expression, notamment des menaces et du harcèlement contre des organisations médiatiques et des groupes progressistes. Malgré les tentatives du gouvernement pour minimiser l'événement, Karapatan a réussi à mobiliser près de 100 journalistes pour la conférence de presse en présence de la Rapporteuse spéciale. Cette dernière a formulé des recommandations majeures :

- L'abolition du "Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local" (NTF-ELCAC), principal outil de la pratique du "red-tagging" (accusations non fondées de terrorisme);
- L'adoption rapide d'une législation protégeant les défenseur·euses des droits humains.

Karapatan maintient le contact avec la Rapporteuse spéciale en attendant son rapport complet qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en juin 2025.

IBON RECHERCHE ET PLAIDOYER POUR LE DROIT À LA SANTÉ

IBON a publié deux études sur le droit à la santé :
"The price of privatized healthcare" et "PhilHealth Fail".
Ces recherches montrent comment les politiques néolibérales des dernières décennies ont transformé la santé en un secteur commercial profitable pour les entreprises privées, au détriment de la population.

Ces documents sont devenus des références pour les organisations défendant le droit à la santé.

IBON mène également une campagne contre une décision inquiétante du gouvernement Marcos : transférer les fonds excédentaires de PhilHealth (l'assurance maladie nationale) vers le budget général de l'État pour financer divers projets. Cette décision risque de réduire encore l'accès aux soins pour les plus vulnérables et d'affaiblir plus encore le système de santé public.
Ces coupes budgétaires s'inscrivent dans une tendance plus large : le gouvernement réduit les budgets pour la santé et les services sociaux au profit de grands projets d'infrastructure rentables et du remboursement de la dette publique.

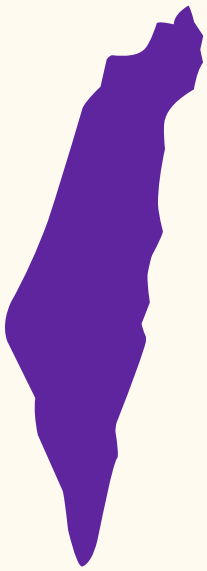
PALESTINE

Belgium
viva salud
العودة
Awda
• الوقـــوف معـــاً من أجـــل حقـــوق الجميـــع •
Stand together for everyone's rights
تمويل: الحكومة البلجيكية من خلال مؤسسة تحيا الصحة
• Funded by •
Belgian Government through Viva Salud
تنفيذ: جمعية العـــودة الصحية والمجتمعية
• Implemented by •
Al Awda Health and Community Association (AWDA)
2022-2026

AVEC NOS PARTENAIRES

CONTEXTE DU PAYS EN 2024

PALESTINE



2024 a été l'année la plus meurtrière pour le peuple palestinien depuis 1948. À Gaza, plus de 23 800 personnes ont perdu la vie en 2024, selon le Ministère de la Santé. Des milliers de personnes restent portées disparues sous les décombres.

Le système de santé a été délibérément visé : plus de 1 000 professionnel·les de santé et 175 journalistes ont été tués. Des convois humanitaires ont été empêchés d'entrer à Gaza, entraînant une catastrophe humanitaire :

- 91 % de la population vit en situation d'insécurité alimentaire extrême ;
- 345 000 personnes sont menacées de famine ;
- 65 % n'ont pas accès à suffisamment d'eau potable.

En Cisjordanie, l'occupation israélienne s'est intensifiée. Le gouvernement israélien a accéléré sa politique d'annexion, avec une hausse des barrages militaires (900 checkpoints recensés fin 2024, contre 700 un an plus tôt) et la construction de 13 000 nouveaux logements dans les colonies. Ces mesures rendent la vie quotidienne extrêmement difficile pour les 2,9 millions de Palestinien·nes : trajets bloqués, accès aux soins restreint, séparation des familles, chômage et malnutrition en forte hausse. Comme le résume notre partenaire *Health Work Committees (HWC):* :

« À Gaza comme en Cisjordanie, un processus de nettoyage ethnique est en cours. L'objectif est le même, seule la méthode change. »

Des condamnations internationales sans précédent. En 2024, la Cour pénale internationale (CPI) a émis un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien et l'ancien ministre de la Défense pour crimes de guerre présumés. En octobre, l'ONU a dénoncé la destruction délibérée du système de santé à Gaza comme un crime de guerre. Israël a également interdit à l'UNRWA – agence onusienne en charge des services de base pour les réfugié·es palestinien·nes – d'opérer dans les territoires sous son contrôle.

Une solidarité mondiale croissante. Malgré la répression des mobilisations pro-palestiniennes, l'année 2024 a vu une mobilisation internationale massive. Des manifestations ont eu lieu partout dans le monde, des artistes et universitaires ont pris position au risque de sanctions et la pression de l'opinion publique a augmenté. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Belgique notamment, l'écart entre la position des gouvernements et celle de leurs citoyen·nes s'est creusé. Une majorité soutient désormais les actions de la CPI et réclame justice.

AWDA SOIN ET RÉSISTANCE À GAZA

En 2024, l'organisation de santé AWDA a poursuivi son travail essentiel malgré des conditions extrêmes. À la fin de l'année, son hôpital de Jabalia était le seul encore opérationnel dans le nord de Gaza, assurant des soins de chirurgie orthopédique et gynécologique. L'hôpital a été la cible de plusieurs incursions militaires ; des tireurs israéliens ont même ouvert le feu sur des patient·es. À Al Nuseirat et Rafah également, le personnel de santé d'AWDA a persévéré pour assurer les services de santé.

AWDA a aussi soutenu six centres d'accueil pour les personnes déplacées, où des jeunes ont été formé·es pour offrir des premiers secours psychologiques et un soutien en santé mentale. Des formations vitales aux gestes de premiers secours ont été organisées, notamment à destination des femmes.

AWDA a également joué un rôle clé dans l'information internationale. Sollicitée par des médias comme la BBC, De Tijd, Le Soir, CNN ou Al Jazeera, l'organisation a permis de documenter la situation sur le terrain. Viva Salud a soutenu ce travail de communication pour contrer la censure et porter la voix des soignant·es de Gaza.

HEALTH WORK COMMITTEES ACCÈS AUX SOINS EN CISJORDANIE

HWC a dû adapter son action face à l'augmentation des barrages militaires en Cisjordanie. En 2024, un trajet entre Hébron et Ramallah pouvait durer jusqu'à 8 heures (70 km séparent les deux villes). Le nombre de patient·es accédant aux centres de santé d'HWC a diminué en raison des blocages et des incursions militaires.

C'est pourquoi, avec le soutien de Viva Salud, HWC a davantage misé sur des programmes de proximité en 2024, en adoptant une approche proactive :

- Cours de premiers secours dans les universités, en particulier pour les jeunes engagé·es;
- Soutien à la santé mentale, avec des ateliers dans les centres de HWC et des formations pour les soignant·es;
- Campagne de boycott contre l'utilisation de médicaments israéliens en Palestine. Dans les centres médicaux et les pharmacies du nord de la Cisjordanie, on ne trouve donc plus de médicaments israéliens.

BISAN RECHERCHE, PLAIDOYER ET ACTIONS DE TERRAIN

L'organisation de recherche Bisan a joué un rôle crucial en 2024 pour documenter les violations du droit international. Ses rapports ont analysé les tactiques israéliennes, notamment l'usage de la famine comme arme de guerre à Gaza (dans son étude intitulée " Flour ambushes in Gaza" [« embuscade à la farine à Gaza »], et les violations des mesures de la Cour internationale de justice.

Bisan a également :

- coordonné les efforts politiques au sein de la coalition PNGO, coupole des ONG en Palestine
- soutenu des formations de premiers secours dans des villages menacés par les colons israéliens
- accompagné des initiatives locales de santé, comme à Madama, une localité régulièrement attaquée mais déterminée à rester sur ses terres.

EN CHIFFRES

AWDA A ORGANISÉ 60 ATELIERS DE SENSIBILISATION AFIN D'ORGANISER LES JEUNES DANS CES CAMPS DE RÉFUGIÉ·ES. DES ATELIERS SUR DES SUJETS CRUCIAUX TELS QUE L'HYGIÈNE, LE VOLONTARIAT ET LA GESTION DES RESSOURCES. AU TOTAL, 720 JEUNES ONT PARTICIPÉ AUX ATELIERS

LA PÉTITION DE VIVA SALUD POUR LA LIBÉRATION DU DR. AHMED MUHANNA, DIRECTEUR DE L'HÔPITAL AWDA À JABALIA DANS LA BANDE DE GAZA, A OBTENU PLUS DE 75000 SIGNATURES.

153 ÉTUDIANT·ES ONT PARTICIPÉ AUX FORMATIONS ORGANISÉES PAR HWC SUR LES DROITS HUMAINS ET LE DROIT À LA SANTÉ, AINSI QUE SUR LES PREMIERS SECOURS DANS LES SITUATIONS D'URGENCE.

BISAN A ORGANISÉ DEUX CAMPS D'ÉTÉ POUR PLUS DE 200 ENFANTS AFIN DE LEUR APPORTER UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE ET DE LEUR FOURNIR UN ESPACE SÛR POUR JOUER, S'EXPRIMER ET PRATIQUER DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES.

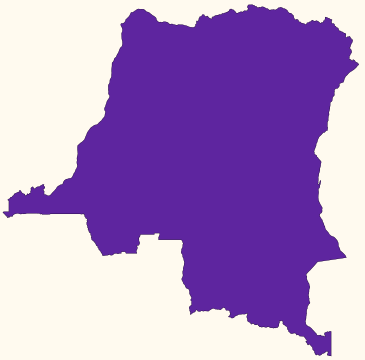
50 JEUNES DU GROUPE AL-AWDA DE NUSEIRAT ONT LANCÉ L'INITIATIVE « EAU PROPRE » POUR FOURNIR DES RÉSERVOIRS D'EAU POTABLE AUPRÈS DE CENTAINES DE FAMILLE DU CAMP AL-SALAM.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

AVEC NOS PARTENAIRES

CONTEXTE DU PAYS EN 2024

RD CONGO



En 2024, la situation en RD Congo demeure critique.
L'Est du pays, particulièrement les provinces du Nord et Sud-Kivu, a été largement occupé par des groupes armés, notamment le M23, et l'armée rwandaise cherchant principalement à exploiter les ressources minières.

Cette guerre a des conséquences dévastatrices : près de 7 millions de personnes déplacées selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), et un bilan humain catastrophique qui s'élève à environ 6 millions de morts et 4 millions de femmes victimes de violences sexuelles depuis le début du conflit.

Sur le plan économique, la population congolaise fait face à une profonde inflation affectant les produits de première nécessité et le carburant. Les coûts de transport ont doublé, voire triplé, aggravant considérablement les conditions de vie déjà précaires. Cette situation a provoqué d'importantes mobilisations sociales, notamment des grèves nationales des enseignant·es et des soignant·es, lesquel·les réclament des conditions de travail dignes.

Par ailleurs, la liberté civique est menacée, avec des instructions gouvernementales ciblant certaines communautés vulnérables.

Face à ces défis, Viva Salud collabore avec deux partenaires locaux : Étoile du Sud et Si Jeunesse Savait (SJS). Ensemble, ces organisations contribuent à l'amélioration de l'accès aux soins de santé, le renforcement des droits des professionnel·les de santé et la sensibilisation aux enjeux sanitaires. En 2024, ces deux organisations ont activement soutenu les mobilisations des syndicats de médecins. Ces actions ont permis d'obtenir des avancées concrètes : une révision à la hausse des salaires des enseignant·es, l'octroi d'indemnités de transport et de logement pour les médecins, ainsi qu'une revalorisation salariale pour certains professionnel·les de santé.

Parallèlement, les deux partenaires ont continué de coordonner la campagne "Mosala ya Monganga, Santé na Biso" (Le travail du médecin, notre santé à tous), une initiative qui a précédé la grève générale des professionnel·les de santé et a contribué à l'ouverture de négociations avec les autorités.

ÉTOILE DU SUD SENSIBILISATION ET MOBILISATION POUR LES SOINS

Étoile du Sud intervient principalement dans les zones de conflit, où l'organisation a mené une importante campagne de sensibilisation sur le virus MPOX dans cinq camps de déplacé·es situés à Goma, dans les territoires de Nyiragongo et de Beni.

Cette initiative a mobilisé 30 animatrices et animateurs, qui ont sensibilisé près de 1 800 personnes, principalement des femmes, considérées comme les piliers de la survie familiale dans ces camps.

L'organisation a également évalué la mise en œuvre de la Couverture santé universelle (CSU) lancée fin 2023 par le gouvernement pour rendre – entre autres - gratuite la maternité dans plusieurs provinces de la RD Congo. Cette évaluation a révélé des problèmes d'approvisionnement et de qualité des médicaments, ainsi que des retards de paiement du personnel soignant. Malgré ces difficultés, l'organisation a constaté une baisse des taux de mortalité infantile et maternelle grâce à la CSU.

SI JEUNESSE SAVAIT POUR DES SOINS INCLUSIFS

Si Jeunesse Savait (SJS) a organisé des ateliers d'échanges sur l'amélioration du système de santé public avec neuf centres de santé, réunissant divers professionnel·les : médecins, sages-femmes et infirmièr·es. Ces rencontres ont permis de développer des approches alternatives plus inclusives pour mieux prendre en compte les droits et répondre plus justement aux besoins de la population.

SJS a également conduit un atelier avec les autorités sanitaires nationales sur les violations des droits des femmes dans le système de santé. Cette initiative a renforcé la légitimité de l'organisation auprès des institutions gouvernementales, qui sont devenues de précieux alliées dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail des soignant·es. Ces échanges constructifs ont également encouragé des femmes professionnelles de santé, victimes de violences, à témoigner.

ACTIONS CONJOINTES CONTRE LA POLLUTION DES SOLS

Ensemble, ils ont également mené une étude sur la contamination des sols et des eaux près des sites d'exploitation minière, révélant des **concentrations de métaux lourds jusqu'à cinq fois supérieures aux normes locales et internationales**.

Ces résultats alarmants ont été présentés lors d'un atelier national qui a réuni plus de 50 organisations de la société civile, des syndicats et des représentants gouvernementaux, et servent désormais de base à un plaidoyer pour 2025 qui mettra l'accent sur l'interdiction de maraîchage sur certains sites et interrogera la responsabilité sociétale des entreprises minières de la ville de Lubumbashi.

Grâce à ces interventions coordonnées, Viva Salud et ses partenaires contribuent à renforcer l'accès aux soins de santé dans un contexte particulièrement difficile, tout en défendant les droits des professionnel·les de santé et des populations vulnérables.

EN CHIFFRES

ENCOURAGÉ·ES NOTAMMENT PAR NOS PARTENAIRES, PRÈS DE 690 000 ENSEIGNANT·ES DES ÉCOLES PUBLIQUES SE SONT MIS·ES EN GRÈVE POUR RÉCLAMER DES SALAIRES DÉCENTS.

5 CAMPS DES DÉPLACÉS ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS SUR LE VIRUS MPOX, TOUCHANT 1 795 PERSONNES.

9 CENTRES DE SANTÉ ONT ÉTÉ IMPLIQUÉS DANS LES ATELIERS SUR L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE.

10 SYNDICATS ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ONT ÉTÉ IMPLIQUÉES DANS LES ACTIONS DE MOBILISATION EN FAVEUR DE CONDITIONS DE TRAVAIL SAINES LORS DE LA CAMPAGNE *MOSALA YA MONGANGA, SANTÉ NA BISO*, MENÉE PAR NOS PARTENAIRES

PRÈS DE 6.000 MÉDECINS, SE SONT REGROUPÉS DANS 5 SYNDICATS MOBILISÉS POUR REVENDIQUER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL.

PLUS DE 50 ORGANISATIONS ALLIÉES ONT PARTICIPÉ À L'ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE SUR LA CONTAMINATION DES SOLS ET DES EAUX, MENÉE NOS PARTENAIRES.

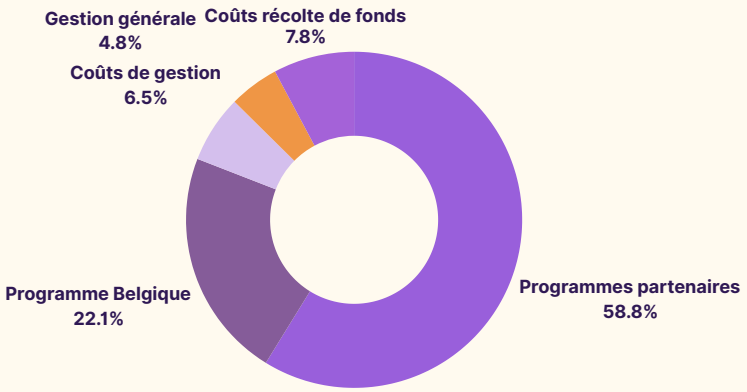
RAPPORT FINANCIER

CHARGES	2023	2024
	RÉSULTAT	
CHARGES PROJETS	1 519 688	1 882 788
PROGRAMME RDC	114 038	139 697
PROGRAMME PHILIPPINES	213 218	225 774
PROGRAMME PALESTINE	298 575	294 371
PROJETS URGENCES	199 856	151 535
PROJET NAMNAMA	27 263	19 082
PROGRAMME BELGIQUE	64 204	73 617
PROJET PHM	517 577	375 815
PROJET CONSORTIUM	-	31 371
COÛTS DE SUPPORT (+/- 15%)	-	53 846
COÛTS DU PERSONNEL SIÈGE PROGRAMME PALESTINE-PHILIPPINES-RDC	48 270	48 553
COÛTS DU PERSONNEL SIÈGE PROGRAMME BELGIQUE	338 121	355 456
COÛTS DU PERSONNEL EXPAT PAYS	55 658	58 811
COÛTS DU PERSONNEL EXPAT SUPPORT PHM	45 232	54 860
COÛTS DE GESTION	165 969	152 527
COÛTS DE SUPPORT (± 10%)	32 917	14 922
COÛTS DU PERSONNEL PROGRAMMES	133 052	137 604
CHARGES RÉCOLTE DE FONDS	65 391	112 504
COÛTS DE SUPPORT (± 15 %)	18 502	22 383
COÛTS DU PERSONNEL	46 889	68 121
CONTRIBUTION CNCD		22 000
GESTION GÉNÉRALE	121 790	182 773
COÛTS DE SUPPORT (± 60 %)	60 163	89 533
APPUI EN GESTION FINANCIÈRE AXYOM		20 527
COÛTS DU PERSONNEL SUPPORT ET COORDINATION GÉNÉRALE	61 626	72 713
TOTAL CHARGES	2 328 968	2 330 592

Nos coûts généraux (électricité, location de nos bureaux, etc) sont répartis selon les ETP sur 4 lignes : celle-ci, dans la récolte de fonds, dans les frais de gestion et dans la gestion générale.

Cette nouvelle ligne correspondant à l'accompagnement du bureau Axyom en matière de gestion financière. Une fois que la formation sera terminée, cette ligne le sera également.

Nos dépenses totales sont restées sensiblement les mêmes qu'en 2023.



CHARGES

En 2024, nos dépenses ont dépassé 2.320.000 euros, ce qui est resté assez semblable à 2023.

Nous avons dépensé approximativement 226.000€ pour notre programme aux Philippines, 140.000€ en RD Congo et 294.000€ en Palestine. Les dépenses pour le programme Belgique ont atteint 74.000€.

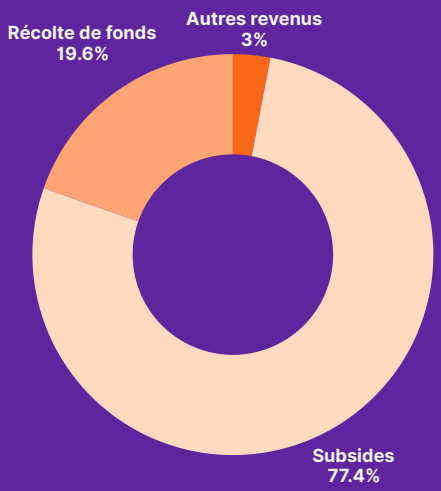
2024

REVENUS	2023	2024
	RÉSULTAT	
DONS PRIVÉS	460 968	459 618
DONS PRIVÉS	311 655	343 826
LEG	40 177	-
CAMPAGNE DE VENTE	4 172	5 216
	104 964	110 576
SUBSIDES & FINANCEMENTS PRIVÉS	1 861 270	1 812 253
SUBSIDES DGD	1 043 072	1 153 864
SUBSIDES À L'EMPLOI	95 843	95 546
SUBSIDES RÉGIONAUX	105 694	68 802
SUBSIDES DE PROVINCES, VILLES ET COMMUNES		11 415
	37 934	13 015
FINANCEMENT CNCD	28 573	38 937
FINANCEMENT PHM	550 155	430 675
AUTRES REVENUS	106 353	70 939
RÉCUPÉRATION DE COÛTS	13 364	15 401
CONSORTIUM	31 805	31 997
REVENUS DIVERS (INTÉRÊTS, ...)	61 184	23 542
TOTAL REVENUS	2 428 592	2 342 810
RÉSULTAT	99 624	12 218

Cette année encore, nous avons pu compter sur une récolte de fonds extraordinaire, principalement grâce à votre élan de générosité pour la Palestine.

Les années 2023 et 2024 furent importantes financièrement pour le PHM car la PHA5 (5e Assemblée populaire pour la santé) a été organisée en Argentine en 2024 et a rassemblé plus de 600 activistes du monde entier.

Nos revenus s'élèvent à 2,3 millions d'euros.



RESULTAT

L'année 2024 se termine avec un bénéfice de 12.218 euro qui a été affecté en grande partie à notre passif social.

Le passif social constitue une réserve qui permet d'anticiper de potentielles charges sociales futures.

VIVA SALUD EST MEMBRE DE :

- 11.11.11 (Coupole de la solidarité internationale)
- CNCD -11.11.11 (Centre national de coopération au développement)
- ACODEV (Fédération des ONG francophones et germanophones)
- Ngo-federatie (Fédération des ONG néerlandophones)
- Récolte de fonds éthique (RE-EF)
- Be-cause Health (Plateforme belge pour la santé internationale)
- Coalition Santé
- Geneva Global Health Hub (G2H2)
- Plateforme Defend the Defenders
- People's Health Movement (PHM)
- Consortium contre la commercialisation de la santé
- Réseau européen : Notre Santé n'est pas à vendre

NOUS REMERCIONS LES AUTORITÉS, FÉDÉRATIONS ET ORGANISATIONS QUI ONT COFINANCÉ NOS ACTIVITÉS EN 2024 :

- Direction-Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- 11.11.11 (Coupole de la solidarité internationale)
- CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement)
- Villes et communes: Genk, Hoeilaart, Lille, Lommel
- VIVAQUA
- Brussels International
- Rosa-Luxemburg-Stiftung
- MWB-FGTB
- Medico International
- Ford Foundation
- Isvara Foundation
- Misereor
- Karama Solidarity

Viva Salud est membre de l'Association pour une Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez un droit à l'information. Cela signifie que les donateurs, les bénévoles et les membres du personnel sont informés au moins une fois par an de ce qui a été fait avec les fonds récoltés.

En termes d'intégrité, notre système de gestion des plaintes est fonctionnel et transparent. En 2024, nous avons reçu une plainte qui a été examinée et traitée, mais qui ne concernait pas un problème d'intégrité. Viva Salud participe également aux échanges sur l'intégrité organisés par les fédérations.

Pour toute réclamation concernant notre organisation ou notre personnel, vous pouvez contacter notre responsable des plaintes à l'adresse e-mail : safeguarding@vivasalud.be.

SAMEN STRIJDEN VOOR GEZONDHEID
ENSEMBLE, LUTTONS POUR LA SANTÉ